

La bataille de PSA a commencé : comment peut-elle vaincre ?

Face au plan de suppression de 8000 postes et de la fermeture d'Aulnay, les travailleurs de PSA ont déjà montré leur volonté de combattre. Cela fonde l'espoir d'une lutte puissante et d'une victoire possible, qui marqueraient un tournant radical dans la lutte des classes. Avec l'aggravation de la crise et l'avalanche de centaines de milliers de licenciements qui commence, la bataille de PSA est un test décisif pour le patronat comme pour la classe ouvrière. Nous sommes toutes et tous concernés et devons œuvrer de toutes nos forces pour aider les travailleurs de PSA à gagner.

PSA : le Plan Social Avoué

Depuis un an, les ouvriers de PSA Aulnay savaient que la menace pesait sur eux, depuis ces notes confidentielles qu'avaient interceptées des syndicalistes CGT. Les pro de la « ressource humaine » y décrivaient librement Aulnay comme « site d'ajustement privilégié » et l'annonce devait bien sûr tenir compte de « la fenêtre d'annonce possible, dans le calendrier électoral français, au 2^e semestre 2012 ». Pourtant, la direction avait nié en bloc, expliquant que ces documents étaient caduques, tout en refusant de s'engager sur quoi que ce soit.

Le 12 juillet, une fois les clés de l'État bourgeois remises au PS et la farce électorale terminée, l'annonce tombe. Sur plusieurs sites, des directeurs sont venus faire des déclarations sur l'état du groupe, qui perdrait 500 millions d'euros au premier semestre suite aux ventes en baisse en Europe, et conclure sur les sacrifices nécessaires. C'est un « plan social » général qui est annoncé : des milliers de travailleurs sont poussés vers la porte :

- 3000 postes en production avec la fermeture d'Aulnay-sous-Bois ;
- 1500 postes sur le site de Rennes-La Janais ;
- 3500 postes de personnels administratifs, techniciens, ingénieurs et cadres : toutes les usines du groupe sont touchées (on parle de 600 à Sochaux, 900 à Poissy, 684 à Vélizy, etc.).

Des centaines de travailleurs n'ont pas été surpris : ils savaient à quoi s'en tenir pour avoir participé aux différentes actions menées tout au long de l'année, comme la manifestation dans la ville d'Aulnay en mars ou le rassemblement devant le siège de PSA le 28 juin. Mais beaucoup d'autres n'arrivaient pas à croire les syndicats, faisant confiance au discours de la direction depuis un an. Et même pour ceux qui s'y attendaient, l'annonce officielle et l'ampleur du plan de PSA ont été un choc violent. Des salarié-e-s ont fait des malaises, des camions de pompiers ont défilé¹... Cependant, **la principale réaction a été la volonté de combattre** : à Aulnay, les arrêts de travail ont commencé dès que la nouvelle a été connue, les travailleurs se sont rassemblés devant l'usine, jusqu'à 800 en début d'après-midi, et beaucoup n'ont pas travaillé après. Le lendemain, une panne des robots à l'atelier de ferrage et l'indisponibilité des réparateurs ont empêché le travail. Les travailleurs ont décidé de travailler au rythme qu'ils voulaient, expliquant aux chefs qu'ils n'ont pas besoin d'eux et que, s'ils veulent fermer l'usine, ils n'ont qu'à partir les premiers... À Rennes, il y a eu un premier débrayage juste après l'annonce et surtout un arrêt de travail avec rassemblement de 1000 travailleurs le lendemain.

Il n'y a pas d'autre solution durable que la nationalisation sous contrôle des travailleurs !

Tout le monde mesure à quel point le dossier de PSA est explosif. C'est le premier test pour le gouvernement. D'autant que le spectre de Jospin plane sur Hollande : avant que le PS remporte les législatives de 1997, Jospin avait juré que, s'il arrivait au pouvoir, il empêcherait la fermeture de Renault-Vilvorde en Belgique, participant même à la manifestation sur place. Sitôt Premier ministre, il avait laissé l'usine fermer, arguant que « il ne faut pas attendre tout de l'État »². Les travailleurs s'en souvinrent en 2002... Mais aujourd'hui, avec la crise et la vague de licenciements en cours, la situation est incomparablement plus tendue pour le gouvernement. C'est pourquoi Hollande a déclaré le 14 juillet que « l'État ne laissera pas faire » et Montebourg, à la tête du

¹ Voir PSA Aulnay : « Les collègues craquent à retardement » sur Rue 89 : <http://www.rue89.com/rue89-eco/2012/07/18/psa-aulnay-les-collegues-craquent-retardement-tous-les-jours-les-pompiers>

² Sur le bilan du gouvernement Jospin-Buffet-Mélenchon, cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=374>

pompeux « ministère du redressement productif », a monté le ton contre Varin, le PDG de PSA, et la famille Peugeot, qu'il a même « convoqués » à Bercy... Mais, au-delà des effets oratoires, ils entendent bien laisser PSA mener son plan à terme. Face à l'argument selon lequel « *le coût de production en France est de 10% plus élevé qu'en Europe orientale* », Montebourg va vite oublier ses diatribes sur la démondialisation et juste essayer de passer la pommade. Hollande et lui ont subtilement déclaré qu'ils n'accepteraient pas le plan social « *en l'état* », c'est-à-dire qu'ils attendent d'avoir quelques promesses d'indemnités et de reclassement supplémentaires...

Les salarié-e-s ne peuvent pas tolérer qu'un groupe comme PSA leur parle de sacrifices. Simples rappels :

- Engraisée par un siècle d'exploitation des travailleurs, la famille Peugeot est la première fortune française, bien qu'elle se déclare en Suisse pour éviter les impôts ;
- PSA est le deuxième manufacturier européen, et le 8^e mondial ;
- Le groupe a de nombreuses filiales très rentables (Faurecia, GEFCO...) particulièrement dans la finance et les paradis fiscaux : PSA Finance fait ainsi 3% du chiffre d'affaire mais 40% des bénéfices du groupe en 2011³ ;
- Le groupe a réalisé 1,134 milliard de bénéfices en 2010, distribuant 457 millions de dividendes aux actionnaires, et 588 millions d'euros en 2011.

En même temps, il est indéniable que PSA subit les effets de la concurrence internationale exacerbée par la crise. Les bénéfices de 2011 sont dus à la branche finance, à Faurecia et au marché chinois, mais sont deux fois moindres qu'en 2010 et les résultats de 2012 s'annoncent en forte baisse, renouant avec les années très déficitaires de 2008 (- 363 millions) et 2009 (- 1,16 milliard). L'activité de la branche automobile est déficitaire. Les ventes de voitures se sont effondrées de 13% ces 6 derniers mois à cause de la perte du marché iranien imposée suite à l'accord avec General Motors sur ordre du gouvernement (embargo scandaleux contre l'Iran) et surtout en raison de la forte baisse du marché en Europe, notamment dans les pays d'Europe du Sud les plus touchés par la crise. Mais surtout, structurellement, la plupart des sites européens de PSA tournent autour de 60-70% de leurs possibilités, en dessous du seuil minimum de rentabilité, malgré les nombreuses restructurations et « compactages » d'usines ces dernières années (suppressions de postes, d'équipes et de lignes de production). Et la direction n'a pas su développer suffisamment le groupe à l'étranger comme Renault, restant bien plus dépendant du marché français et européen qui est aujourd'hui en fort recul. Il est donc évident que, d'un point de vue capitaliste, le groupe est obligé de se restructurer sous peine de décrocher définitivement⁴. Les entreprises privées subissent les lois mêmes du capitalisme, dont la crise accroît la pression ; elles sont bel et bien contraintes de prendre des mesures drastiques.

C'est pour cela que nos intérêts sont incompatibles avec ceux des capitalistes ! **Nous nous situons d'un point de vue de classe en refusant les licenciements quelle que soit la « santé » capitaliste de l'entreprise.** Nous nous battons pour en finir avec le capitalisme parce qu'il n'est pas possible de l'« humaniser ». En l'occurrence, nous devons expliquer clairement aux travailleurs que la seule solution pour sauver réellement et durablement leurs emplois comme pour empêcher une dégradation sans précédent des conditions de travail pour ceux qui restent, c'est une solution politique : *l'expropriation sans indemnités de la famille Peugeot et des autres actionnaires et la nationalisation de PSA sous contrôle des travailleurs eux-mêmes.* C'est d'autant plus justifié que cette entreprise a touché voici trois ans des centaines de millions de fonds publics en s'engageant à maintenir l'emploi en échange, et qu'elle continue de toucher des aides sous formes d'exonérations de charges, de crédits impôts-recherche, etc. Enfin, seule la nationalisation sous contrôle des travailleurs permettrait de reconvertir la production en fonction des besoins sociaux collectivement réfléchis et de l'urgente préservation de l'environnement aujourd'hui détruit par la pollution automobile.

Comment construire une mobilisation à la hauteur de l'attaque ?

Il est primordial que le mouvement ouvrier mette en échec cet assaut du patronat français. Il en a les moyens, à condition de lutter frontalement. Cela suppose de clarifier les revendications et de préparer le combat. De ce point de vue, les militants syndicaux et politiques ont une grande

³ Pour ces chiffres, voir <http://reflets.info/comment-jai-decouvert-que-psa-fabriquait-des-automobiles>

⁴ Il est donc faux de prétendre qu'il n'y aurait aucun problème à PSA, comme le font aussi bien la CGT Aulnay (<http://cgt-psa-aulnay.fr/communiquelaverte-sur-une-campagne-mensongere-qui-vise-justifier-linjustifiable>) que la direction du NPA (tract hebdo du 19 juillet).

responsabilité, à commencer par les camarades de Lutte ouvrière qui ont un rôle décisif dans la CGT au niveau du groupe PSA comme à Aulnay. Après en avoir discuté avec des militants d'Aulnay, il nous semble juste de défendre les propositions suivantes :

1) Revendications immédiates : aucun licenciement, non à la fermeture d'Aulnay

Pour réaliser l'unité immédiate des travailleurs et de leurs syndicats, il faut des revendications simples correspondant à l'intérêt réel de tout le monde. Tout en œuvrant au maximum à des actions communes, il est donc indispensable de combattre politiquement l'impasse que constitue l'orientation du SIA, syndicat maison autonome qui arrive légèrement devant la CGT aux élections professionnelles dans l'usine d'Aulnay et qui réclame aujourd'hui de meilleures indemnités de licenciements : il revendique une indemnité de base de 50 000 euros par salarié alors que la direction envisage 1000 euros par année d'ancienneté⁵. Cela revient à accepter le principe de la fermeture et des licenciements avant même que la lutte ait vraiment commencé. De plus, cela ne peut qu'entraver l'unité, en semant des illusions sur la possibilité de s'en sortir individuellement avec de l'argent et en faisant miroiter aux salariés les plus âgés un départ avec une somme limitant les effets du chômage jusqu'à la retraite. Enfin, c'est avec cette orientation que beaucoup de luttes contre les licenciements ont abouti à des échecs ces dernières années, au prix d'une explosion du chômage et de la misère pour les salariés licenciés, une fois mangées leurs indemnités.

En revanche, la CGT d'Aulnay déclare à juste titre que « *le plan de PSA est inacceptable tout court. Aulnay ne doit pas fermer et nous n'accepterons aucun licenciement !* » ; et elle exige que l'État, qui a versé des centaines de millions d'euros à PSA en 2008 et continue de lui faire de nombreux cadeaux (exonérations de cotisations, etc.) « *interdise* » les licenciements. De fait, le refus pur et simple de tous les licenciements peut unifier immédiatement tous les travailleurs de PSA et leur permettre de s'engager dans la lutte et la grève. Mais nous savons que PSA invoquera ses pertes de parts de marché et la fortune Peugeot est inaccessible puisque réfugiée en Suisse. C'est pourquoi nous devons aussi mener patiemment la lutte politique pour que le refus des licenciements soit lié à l'expropriation sans indemnités de PSA, à sa nationalisation sous le contrôle des travailleurs.

2) Auto-organisation

Une résistance qui s'annonce si dure se prépare. Depuis le 12 juillet, il y a eu des **réunions quasi quotidiennes** par atelier et l'idée qu'il va falloir se battre fait son chemin y compris parmi les travailleurs qui n'ont jamais participé à une lutte de leur vie. Les militants de LO et de la CGT ont à juste titre proposé, lors du rassemblement du 12 juillet, la mise en place de Comités de lutte. Leur mot d'ordre est : « *nous sommes tous des délégués* ». De fait, **6 Comités de lutte se sont mis en place**, soit un par bâtiment (ferrage, montage, peinture) et par équipe (matin/après-midi) ; ils rassemblent en tout plus de 150 délégués syndiqués (essentiellement de la CGT, le SIA refusant d'y participer) et non syndiqués ; leurs réunions restent ouvertes aux travailleurs encore hésitants qui veulent y assister. C'est une base essentielle pour faire vivre l'auto-organisation, pour que les travailleurs ne comptent que sur eux-mêmes. C'est l'embryon d'un futur comité de grève. Il faut maintenant que les travailleurs de PSA-Rennes suivent le même chemin, ainsi que ceux des autres usines de PSA, pour aller le plus vite possible vers une Coordination nationale des comités de lutte.

3) La question de la grève : convaincre la majorité, constituer une gigantesque caisse de grève

À juste titre, la CGT explique que ce n'est pas encore le moment de lancer la grève : outre l'interruption des vacances de fin juillet à début septembre, les travailleurs n'y sont pas encore prêts. Mais lorsqu'il deviendra clair pour tout le monde qu'aucune solution ne viendra des capitalistes et de leur État, **la grève avec occupation sera indispensable pour gagner**. Toutes les actions permettant de faire monter la mobilisation des travailleurs et la pression sur le patronat et le gouvernement sont nécessaires, mais elles ne seront pas assez fortes pour vaincre. La direction de PSA prévoit de produire 450 000 voitures à Aulnay avant la fermeture et, pour le moment, elle n'a pas les moyens de faire fabriquer la C3 ailleurs (les chaînes de Poissy le peuvent déjà, mais le nombre d'ouvriers sur place est insuffisant, vu qu'ils ont deux autres modèles à faire). Une grève d'Aulnay à la rentrée ou à l'automne serait donc efficace pour frapper PSA au

⁵ Cf. <http://cgt-psa-aulnay.fr/presse/contre-la-fermeture-de-leur-usine-les-psa-daulnay-peaufinent-leur-strategie>

portefeuille. Mais la fenêtre de tir n'est pas très large : plus on se rapprochera de la date prévue pour la fermeture, moins la grève pourra être efficace.

Il est d'autant plus crucial de préparer la grève simultanément à Aulnay, à Rennes et dans les autres usines de PSA, qui vont toutes perdre des centaines d'emplois. La lutte commune est dans l'intérêt de tous les salariés du groupe : d'ores et déjà, les patrons de l'usine de Sevelnord exigent des syndicats la signature d'un accord inacceptable pour dégrader les conditions de travail au nom du sauvetage de l'emploi. À Mulhouse, le travail le samedi est devenu obligatoire depuis le début de l'année et la pression est considérable pour élever les cadences. Si la direction réussit à battre les travailleurs en faisant passer un plan de 8000 licenciements, cela ouvrira la porte à une série illimitée d'attaques contre les acquis des travailleurs du groupe et leurs conditions de travail, voire contre leurs emplois dans un second temps.

Cependant, les travailleurs d'Aulnay, de Rennes et des autres usines n'ont cependant pas les moyens financiers de tenir à eux seuls la grève longue nécessaire pour gagner. C'est pourquoi **il est crucial de constituer dès maintenant une gigantesque caisse de grève**, dans laquelle les travailleurs de PSA versent chaque mois une part de leur salaire et qui s'alimente surtout de collectes massives et systématiques auprès de la population du 93 et dans tout le pays. Les syndicats et les organisations du mouvement ouvrier peuvent lui apporter des contributions décisives. Pour éviter les tensions qui étaient survenues en 2007 à la fin de la grève d'Aulnay pour les salaires, il est indispensable qu'une seule caisse de grève soit constituée au niveau de l'usine et de tout le groupe, et qu'elle soit gérée, comme les autres aspects de la lutte, par les travailleurs eux-mêmes, avec leurs délégués élus et révocables des différents syndicats et des non syndiqués.

4) Convergence et coordination

Enfin, la lutte à PSA a besoin pour gagner de la convergence avec les autres travailleurs en lutte contre les licenciements en même temps qu'elle peut leur servir **de moteur décisif. Nous ne pouvons pas compter sur les bureaucrates syndicaux** qui ont participé au « sommet social » avec le patronat et le gouvernement pour les aider à préparer leurs mesures d'austérité et leurs plans de licenciements au lieu de préparer les travailleurs à les combattre. En revanche, **les ouvriers de PSA pourraient prendre l'initiative d'une manifestation nationale contre les licenciements**, qui serait un moyen d'unifier les luttes aujourd'hui éparpillées et de tisser des liens à travers tout le pays. Ce serait aussi la seule façon de faire pression sur les directions syndicales, de les pousser à se prononcer pour aucun licenciement et à mobiliser, alors qu'elles refusent aujourd'hui de le faire.

Le 28 juin, de nombreux travailleurs de PSA sont venus de plusieurs sites manifester avenue de la Grande Armée, devant le siège. Ce rassemblement a finalement été fait au nom de tout le secteur automobile, notamment sous l'impulsion de camarades du NPA. Ces milliers de travailleurs donnaient un avant-goût d'unité de classe, avec des salariés de Renault Cléon, de GM Strasbourg et même une délégation d'IG Metall venant de l'usine Opel de Bochum en Allemagne. De fait, si le plan de PSA passe, les autres constructeurs devront l'imiter pour faire face à sa compétitivité accrue et Renault a d'ores et déjà annoncé plusieurs centaines de suppressions d'emplois. Il faut **poursuivre dans la voie ouverte le 28 juin, en commençant par assurer le succès de la manifestation de mercredi 25 juillet appelée par les travailleurs d'Aulnay : toutes et tous les militant-e-s, les travailleurs et les jeunes disponibles doivent venir défiler derrière les travailleurs de PSA !** Et nous devons nous battre dans nos syndicats, du local au confédéral, pour qu'ils appellent à cette manifestation.

Les PSA se trouvent aux avant-postes de la lutte de classe en France. Leur victoire serait non seulement une victoire pour des familles entières menacées, mais ce serait la meilleure façon d'encourager à résister tous ceux et toutes celles qui sont aujourd'hui menacé-e-s de licenciements. Ce serait un changement radical de la situation sociale. Le NPA et tous les anticapitalistes doivent peser de toutes leurs forces en ce sens.

**Ernest Everhard
et Ludovic Wolfgang**